

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 24672**

Intitulé

MASTER : MASTER Master – Domaine : Droit, Économie, Gestion – Mention : Administration économique et sociale – Spécialité : Gestion et droit de l'économie numérique

| AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION | QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION |
|---|---|
| Université de Strasbourg, Ministère de l'Enseignement Supérieur | Président de l'Université, Recteur Chancelier des Universités |

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

3149 - Cabinets de conseils juridiques

Code(s) NSF :

345t Instruction, plaidoirie, élaboration des documents juridiques et notariaux, 128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

13154 économie, 13234 droit social, 13254 droit

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Master professionnel dont l'objectif est de former des cadres avec des compétences pluridisciplinaires dans les TIC et projets liés au commerce électronique : management, juridique, économique et technique. Les enseignements sont dispensés par des enseignants-chercheurs et des professionnels experts.

Compétences personnelles

- Autonomie : piloter un projet, faire des reporting techniques et organisationnels, maîtriser une bureautique avancée
- Responsabilité : assumer une équipe projet
- Réflexion : anticiper les changements et faire une veille informationnelle permanente

Compétences professionnelles

- Résoudre les problèmes et élaborer des solutions en partenariat
- Faire du transfert de compétences et organiser l'apprentissage continu des équipes
- Savoir effectuer une veille technologique et marché
- Savoir analyser les risques numériques notamment en matière de système d'information, de commerce électronique et de stratégie, mais aussi les risques liés au manque de culture numérique

Compétences transversales qui reposent sur :

- Un apprentissage pluridisciplinaire
- Une formation à la gestion de projet
- Une méthodologie de la prise en compte des ressources du territoire au travers des réseaux d'excellence et des clusters
- Une utilisation des outils du web. 2.0 comme accélérateur de travail collaboratif
- Une initiation à la restitution de la connaissance au travers d'outils sur le net
- Une maîtrise de l'anglais reposant sur l'acquisition d'un glossaire technique, une capacité de communication et d'interaction et de présentation technique avec support rétro-projeté. Les étudiants sont de plus incités à passer le CLES III ou le DCL pour faire certifier leur niveau d'anglais
- Une sensibilisation à l'entrepreneuriat est dispensée en lien avec le projet ETENA PEE pole Entrepreneuriat Etudiant de l'UDS

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Droit et économie numérique, métiers du web

Types d'emplois accessibles

- Chef de projet E commerce /chef de projet Internet
- Web commercial / commerciale
- Animateur / Animatrice de communauté virtuelle et de forum sur Internet (community manager)
- E marketeur
- Concepteur réalisateur / Conceptrice réalisatrice communication /rédacteur
- Référencéur / Référencéuse web,- Responsable du plan média, Responsable média
- Chef de projet dématérialisation
- Juriste multimédia
- Juriste conseil
- Responsable juridique

- Rédacteur juridique sur le web

Avocat / Avocate :

- D'affaires
- Du droit des personnes
- En droit de la propriété industrielle
- En droit de l'informatique
- En droit des nouvelles technologies

Codes des fiches ROME les plus proches :

E1101 : Animation de site multimédia

E1402 : Élaboration de plan média

K1903 : Défense et conseil juridique

M1802 : Expertise et support en systèmes d'information

M1801 : Administration de systèmes d'information

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Le Master Droit et gestion de l'économie numérique a une vocation pratique. Il doit permettre aux étudiants d'être immédiatement opérationnels dans un contexte professionnel exigeant. Les enseignants accordent donc à cet effet une grande importance aux exercices pratiques : technique contractuelle, rédaction de dossiers techniques, cahiers des charges, présentation orale.

Le diplôme s'organise autour de 7 UE (unités d'enseignements) comportant plus de 400 heures de cours et représentant 60 ECTS.

S3 UE 1 : Introduction à l'économie numérique (unité mutualisée avec le M2 Commerce électronique)

S3 UE 2 : Droits des contrats et du commerce électronique

S3 UE 4 : Droit de la propriété intellectuelle et de la responsabilité dans l'environnement numérique

S3 UE 5 : Sécurité et régulation de l'économie numérique

S4 UE 1 : TIC et grands domaines d'usages

S4 UE 2 : Insertion professionnelle : Projet ETENA (« Étudiants entrepreneurs en Alsace ») - Unité mutualisée avec le M2 Commerce électronique

Validité des composantes acquises : illimitée

| CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION | OUINON | COMPOSITION DES JURYS |
|--|--------|---|
| Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant | X | Jury de diplôme |
| En contrat d'apprentissage | X | Jury de diplôme |
| Après un parcours de formation continue | X | Jury de diplôme |
| En contrat de professionnalisation | X | Jury de diplôme |
| Par candidature individuelle | X | Possible pour partie du diplôme par VES ou VAPP |
| Par expérience dispositif VAE | X | Enseignants-chercheurs et professionnels |

| | OUI | NON |
|-----------------------------------|-----|-----|
| Accessible en Nouvelle Calédonie | | X |
| Accessible en Polynésie Française | | X |

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Décret du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n° 2013-756 du 19 août 2013 articles R613-33 à R613-37

Journal Officiel de la République Française n°0192 du 20 août 2013

Références autres :

Arrêté du 19 mars 2012 relatif aux habilitations de l'Université de Strasbourg à délivrer les diplômes nationaux

Pour plus d'informations**Statistiques :**

Site de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIFE) : <https://www.unistra.fr/index.php?id=18478>

Autres sources d'information :

Site de l'Université de Strasbourg : <http://www.unistra.fr>

Site de la composante : <http://droit.unistra.fr/>

Site du diplôme : [http://droit.economie-numerique.net/](http://droit.economie-numerique.net/unistra.fr)

unistra.fr

Lieu(x) de certification :

Université de Strasbourg : Alsace Lorraine Champagne-Ardennes - Bas-Rhin (67) [Campus centre]

Université de Strasbourg

4 rue Blaise Pascal

CS 90032

F-67081 Strasbourg cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université de Strasbourg

4 rue Blaise Pascal

CS 90032

F-67081 Strasbourg cedex

Historique de la certification :